

# Covid-19 : un fort impact financier

par **ÉLODIE BOUR** Vice-présidente Remplaçants de ReAGJIR. [www.reagjir.fr](http://www.reagjir.fr)

**La pandémie liée au Covid-19 a provoqué des bouleversements socio-économiques dans le monde entier, notamment chez les soignants.**

**En France, alors que les cas graves affluaient à l'hôpital, les cabinets de ville ont été désertés en raison du confinement. Cette baisse d'activité a impacté les revenus des médecins, en particulier les jeunes généralistes.**

Pour mieux l'appréhender, le syndicat ReAGJIR a diffusé un sondage\* auprès des remplaçants et jeunes installés en médecine générale, par mail et *via* les réseaux sociaux, du 24 avril au 9 mai dernier : 1367 réponses ont été exploitables.

Notons que, lors de l'envoi du questionnaire, l'aide de la CARMF ainsi que l'indemnisation de la perte d'activité pour les médecins libéraux installés proposée par la CNAM n'étaient pas encore validées.

## REPLAÇANTS, MÉDECINS ADJOINTS ET ASSISTANTS

**Chez ces 985 sondés**, le chiffre d'affaires (CA) mensuel moyen était comparable pour les remplaçants thésés ou non (5 000-6 000 € en moyenne), avec un taux de charges moyen de 30 %.

Presque 70 % des répondants s'étaient vu annuler au moins un remplacement durant cette période (pour la moitié, un contrat avait été signé) ; 92,4 % se disaient impactés par la pandémie. En mars, 43 % avaient perdu plus de la moitié de leur CA mensuel habituel ; en avril, cette proportion montait à 64 %.

**Ce sondage révèle une mauvaise connaissance des aides mises en place.** En effet, parmi les sujets ayant perdu plus de 50 % de leur CA, seulement 10-15 % avaient fait une demande d'aide du Fonds de solidarité nationale. Les trois quarts de ceux ne l'ayant pas sollicitée

ne la connaissaient pas ou ne pensaient pas y avoir droit. Notons qu'un certain nombre de remplaçants en début d'activité libérale n'étaient pas éligibles car ils n'avaient pas d'activité suffisante l'année précédente (CA faible). La CARMF avait été très peu sollicitée (moins de 3 % des remplaçants thésés).

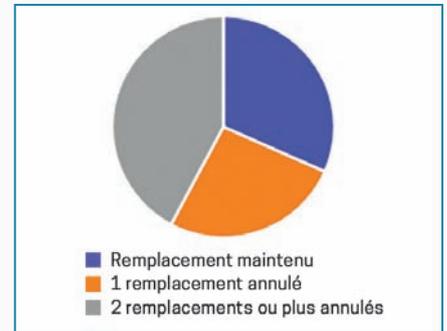
**Pendant cette période, une activité en sus de la pratique habituelle** (centre Covid, gardes) aurait-elle pu compenser la baisse de CA ? Plus de la moitié des répondants avaient assumé un travail supplémentaire, mais pour 60 % de ces derniers, cela n'avait pas compensé leur perte de revenus.

Un tiers des remplaçants étaient très inquiets quant à leur capacité à s'en sortir financièrement sachant que le fonds de caisse médian était estimé entre 1 et 2 mois de CA. À noter que 13 % n'avaient pas de prévoyance.

## FRAÎCHEMENT INSTALLÉS, + IMPACTÉS

**Les installés depuis moins de 1 an (382 sondés) étaient le plus durement touchés.** En cause, un CA mensuel moyen moindre (médiane : 6 000-7 000 € contre 8 000-9 000 € pour les 1-2 ans et 9 000-10 000 € pour les 2-5 ans), avec des charges globalement similaires (médiane à 40 %). Ils ne bénéficiaient pas encore de la ROSP (rémunération sur objectifs de santé publique) pour la plupart, alors que selon les installés depuis plus de 1 an, elle avait été d'une grande aide pendant la crise (même si cela n'est normalement pas son rôle), comme le forfait médecin traitant et le contrat PTMG (praticiens territoriaux de médecine générale).

La majorité (97 %) des jeunes installés (< 1 an) s'estimaient impactés, contre 88 % des installés depuis 2-5 ans. En mars, 26,2 % des répondants avaient perdu plus de 50 % de leur CA mensuel, 50,5 % en avril.



**Figure** Annulation de remplacements sur la période d'épidémie.

**Tout comme les remplaçants, ils semblaient peu au courant des aides disponibles.** En effet, en mars, seulement 19 % avaient sollicité le Fonds de solidarité. Moins de 30 % avaient demandé l'aide de la CARMF.

Enfin, la moitié des participants avait déclaré une activité en centre Covid ou assuré des gardes en plus de leur exercice habituel. Cela n'avait généralement pas compensé les pertes financières.

**Dans les commentaires libres**, de nombreuses femmes enceintes au 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> trimestre ont fait part de leur mécontentement, se sentant désavantagées par l'absence d'indemnisation de la CARMF ou de leur prévoyance.

Beaucoup avaient le sentiment que la médecine de ville avait été oubliée dans la gestion de la crise. Enfin, de nombreux remplaçants s'inquiétaient pour les prochains mois face à la poursuite des annulations de leurs contrats.

**Ainsi, les remplaçants et les jeunes installés depuis moins de 1 an** ont été les plus touchés financièrement par la baisse d'activité liée au Covid-19. Or ils étaient les moins éligibles aux aides proposées... <

\* Sondage impact financier ReAGJIR : Caroline Monteragioni, Mathilde Chouquet, Elise Frahi, Élodie Bour.